



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

maintien

Question au Gouvernement n° 3995

Texte de la question

RESPECT DES LIBERTÉS RÉPUBLICAINES

M. le président. La parole est à M. Philippe Gomes, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

M. Philippe Gomes. Ces dernières semaines, les libertés républicaines les plus élémentaires ont été bafouées. Des casseurs professionnels qui s'agrègent à certaines manifestations aux bloqueurs de raffineries, la France vit au rythme de groupes activistes déterminés qui entravent les libertés de l'immense majorité de nos concitoyens : liberté de travailler, liberté de circuler, liberté de la presse, liberté, tout simplement, de vivre en sécurité dans son pays. Ces libertés sont devenues autant de paillasons sur lesquels un certain nombre de groupuscules et de syndicats s'essuient ostensiblement les pieds. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

M. Marc Dolez. Ce que vous dites est lamentable !

M. Philippe Gomes. Monsieur le Premier ministre, vous avez su défendre les valeurs républicaines à certains moments graves de notre histoire récente. Ces valeurs républicaines nous rassemblent sur tous les bancs. Les faire vivre par le verbe dans l'hémicycle est une chose importante ; faire en sorte qu'elles soient respectées dans notre société est une autre chose, tout aussi importante. Or, si nous considérons que la première de ces deux responsabilités a été exercée, nous considérons dans le même temps que la seconde ne l'est toujours pas en l'état actuel des choses.

Enfin, certains développements récents nous laissent entrevoir que le respect des libertés républicaines pourrait faire l'objet d'un troc dans le cadre de conflits sociaux actuels ou à venir. Si tel était le cas, cela affaiblirait encore plus l'État de droit et les valeurs de la République.

Monsieur le Premier ministre, que comptez-vous faire pour rétablir les libertés républicaines essentielles qui fondent notre démocratie ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, l'ordre républicain et la garantie des libertés fondamentales nous préoccupent tous, bien sûr, sur tous les bancs de cette assemblée. Nous sommes dans un moment difficile. Alors que nous faisons face à la menace terroriste, alors que l'état d'urgence reste en vigueur puisque vous l'avez prolongé, nous assistons à des manifestations et à des contestations. D'une certaine

manière, c'est l'honneur de notre pays...

M. Claude Goasguen. N'exagérons rien !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...que l'on puisse, malgré cette menace et malgré l'état d'urgence, manifester et exprimer son opinion comme dans toute démocratie.

Une nouvelle fois, j'en appelle d'abord au respect du droit et des libertés fondamentales.

M. Philippe Meunier. Comme Macron !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Les forces de l'ordre, policiers et gendarmes, assurent ce respect dans des conditions très difficiles. Elles ont procédé à 1 600 interpellations. Je rends hommage tant à l'action déterminée du ministre de l'intérieur qu'à celle des forces de police et de gendarmerie qui font face à cette violence. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Il est inacceptable, et cela doit être condamné, que l'on puisse s'en prendre à des permanences d'élus. *(Mêmes mouvements.)* Il est inacceptable qu'à Nantes, à Rennes, à Paris ou dans d'autres villes, on puisse s'attaquer aux biens publics, et je salue les maires et les élus qui font face à ces violences. Il est inacceptable dans notre pays que l'on s'en prenne aux policiers et aux gendarmes et, comme on l'a vu, que l'on veuille « se payer » un policier et le tuer. La justice doit passer. Il y a eu, je l'ai dit, 1 600 interpellations et cela se poursuivra, car on ne peut laisser le moindre espace à la violence.

M. Claude Goasguen. Quel paradoxe !

M. Manuel Valls, Premier ministre. La démocratie, totalement ! La violence, qui est son contraire, jamais !

M. Christian Jacob. Paroles, paroles !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il est inacceptable que l'on empêche la publication des journaux dans ce pays parce que l'on voudrait imposer son point de vue, sa tribune ou son éditorial. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, ainsi que sur quelques bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.)* Il est inacceptable, alors que l'on peut débattre et dialoguer avec le Gouvernement, de chercher à bloquer le pays.

J'en appelle donc à l'apaisement et à la responsabilité de chacun. Le Gouvernement maintient le dialogue avec tous. Je respecte toutes les organisations patronales et syndicales. Je crois que les organisations syndicales ont un rôle essentiel à jouer dans la démocratie sociale.

M. Sylvain Berrios. Baratin !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Mais pour chacune d'entre elles, y compris celles qui contestent le projet de loi, j'en appelle à la responsabilité. On ne peut pas bloquer le pays,...

M. Guy Geoffroy. C'est pourtant ce qui se passe !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...on ne peut pas mettre en danger le déroulement de l'Euro de football, on ne peut pas abîmer l'image de notre pays.

M. Christian Jacob. Vous êtes Premier ministre, non ?

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. Pour faire respecter les libertés, monsieur le député, la meilleure réponse est la détermination du Gouvernement à avancer et à réformer. C'est le cas pour le projet de loi ; c'est le cas pour les réformes, et c'est ainsi que l'on fait vivre l'État de droit. Il n'y a aucun troc, aucun mélange des genres. Il y a un texte de loi et il y a ensuite des dossiers qu'il est d'autant plus nécessaire de traiter que beaucoup de gouvernements, à droite notamment, ne l'ont pas fait. C'est pour cela que nous continuerons à agir et à réformer. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Gomes](#)

Circonscription : Nouvelle-Calédonie (2^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3995

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er juin 2016](#)